

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / p.2 : International / p.3 à 6 : Place au débat : La France est-elle championne du monde des dépenses sociales ? / p.6 : Avez-vous remarqué ? : Pap Ndiaye toujours contre la République – Les bras m'en tombent : Droit de grève mis en cause à Vertbaudet / p.7 : Actualité sociale : Le mépris pour la Fonction publique en action / p.8 : Coup de gueule : Nouvelle loi travail, de qui se moque-t-on ?

L'EDITO

♦ 16% des Français, 50 % des étudiants- ne mangent pas à leur faim. La part des Français se privant de nourriture est en effet passée de 12 à 16% en six mois, selon une étude du Crédoc. Et pour ceux qui ont les moyens de manger à leur faim, 1 sur 2 reconnaît avoir baissé la qualité de ses repas et ne plus pouvoir acheter tous les produits qu'il souhaiterait. Les femmes sont les plus touchées de même que les jeunes : 24 % des moins de 40 ans sont en précarité alimentaire. Voilà la France de Macron.

♦ **Camaïeu, Gap, La Grande Récré, Go Sport...** autant d'entreprises rachetées pour 1 € par le milliardaire Michel Ohayon et qui affichent aujourd'hui un triste bilan : des milliers de salariés sur le carreau ou en voie de l'être. Mais l'homme d'affaires vient de vendre son incroyablement luxueux hôtel particulier parisien, acheté en 2018, pour la somme de 38 millions d'euros. Voilà aussi la France de Macron.

♦ La France de Macron, c'est aussi l'indécence de Bruno Le Maire, le ministre-écrivain qui ose, avec ses 10000€ nets mensuels, parler du prix des pâtes et de ses difficultés à nourrir ses enfants pendant que 10 millions de Français vivent sous le seuil de pauvreté.

♦ La France de Macron, c'est quand le « méprisant de la République » qui a osé, contre plus de 80% des Français, remplacer les 2 meilleures années de nos retraites par les 2 pires années de travail, nous annonce « la fin de l'abondance ». Pour qui cette « fin de l'abondance » ? Certainement pas pour ceux qui ont perdu leur travail... surtout après la réforme de l'allocation chômage, pas pour ceux qui survivent avec le RSA... et que l'on veut contraindre à travailler sans vrai salaire, pas pour ceux qui ne peuvent plus se soigner d'autant plus

que les hôpitaux sont surbookés et étranglés par une gestion comptable, pas pour ceux qui n'allument plus le chauffage ni l'électricité... Sans parler de tous ceux qui vivaient sur la ligne de crête, refusant par dignité de demander une aide - à laquelle, souvent ils auraient eu droit, tous ceux qui se seraient la ceinture pour atteindre la fin du mois sans trop être dans le rouge, ceux qui ne partaient plus qu'une semaine en vacances -et encore : bien heureux ... tous ceux-là qui sont en train de passer du mauvais côté de la barrière.

♦ La France de Macron, c'est le déni de démocratie au Parlement -on l'a vu avec l'emploi du 49-3 à l'Assemblée nationale et du 44-3 au Sénat, on le voit avec le refus de la proposition du groupe LIOT, c'est aussi la remise en cause du droit de grève et de manifester. C'est la répression contre les salariés, les arrestations de délégués syndicaux, les violences contre les grévistes. C'est les défilés « nassés », les manifestants matraqués, blessés, hospitalisés. C'est les manifestations interdites, les « casseroles » décrétées hors-la-loi, ...

♦ Dans la France de Macron on s'invente un masque vert : le nouveau crédit d'impôt annoncé pour « l'industrie verte » est évalué à 20 milliards d'euros et ce sont les Français, avec l'argent public, qui versent 5 000 € à ceux qui peuvent se payer une Tesla à 47 000 € ! Sa "transition énergétique", c'est le gros lot pour le PDG, Elon Musk.

♦ Dans la France de Macron, il tout faire pour préserver la « compétitivité » de l'économie, entendez par là les intérêts de ses riches amis qu'il sert avec constance, application et imagination -il tient à retrouver son job de financier de chez Rothschild dans 4 ans. Alors dans la France de

Macron, on baisse les allocations chômage, on passe à 64 ans l'âge de départ à la retraite, on charge la sécu, histoire de trouver de nouvelles « bonnes raisons » de diminuer encore le niveau des remboursements de soins puis de privatiser la protection sociale, on aide les patrons à pratiquer le licenciement abusif en plafonnant les indemnités quel qu'en soit le motif et on protège les surprofits (on prétend même ne pas savoir ce que c'est).

♦ Dans la France de Macron, on prépare une nouvelle « loi travail » !

♦ Mais la France sous Macron, c'est aussi la France qui résiste. Les cortèges du 1^{er} mai étaient considérables, une participation qu'on ne connaissait plus ! A cette même date, un sondage confirme, contrairement à ce que nous serinent les médias aux ordres, que les Français n'ont pas l'intention de tourner la page aussi facilement que le pouvoir l'espère :

70 % comprennent les « casserolades », malgré les tentatives de les caricaturer ;

76 % ne croient plus les promesses de Macron, alors qu'il ne cesse d'en faire ;

65 % disent ne plus écouter ce que dit Macron, alors qu'il parle beaucoup (6 % d'audience lors de sa dernière intervention TV, mauvais record battu !) ;

60 % souhaitent que la mobilisation se poursuive, alors que le pouvoir mise sur l'essoufflement.

♦ Mais la France de Macron, c'est aussi un parlement qui, quand il peut s'exprimer, contre l'avis du gouvernement, adopte à l'Assemblée nationale le 4 mai dernier par 127 voix pour, 89 contre, une proposition de loi du groupe communiste, portée par toute la gauche, pour "protéger EDF d'un démembrement", qui entend aussi élargir le nombre d'entreprises et collectivités bénéficiaires de tarifs réglementés de l'électricité.

Cette longue crise sociale et politique que nous traversons prouve que, bien qu'on essaie de leur faire oublier leur Histoire, les Français sont toujours debout.

Marinette BACHE

INTERNATIONAL

PORTUGAL : Fin mars plusieurs mesures sociales ont été adoptées par le gouvernement portugais à commencer par la suppression de la TVA sur un ensemble de produits alimentaires de première nécessité. A cela s'ajoute une augmentation des aides sociales aux plus modestes (30 euros mensuels) et une aide de 15 euros par enfant. Plus d'un million de familles sont concernées. Il faut ajouter une augmentation de 1% des salaires des 740 000 fonctionnaires et de leur prime repas.

IRLANDE : La DPC (l'équivalent de la CNIL en Irlande) vient d'infliger une amende de 1,2 milliards d'euros à META, la maison mère de Facebook pour des transferts illégaux de données des utilisateurs européens aux Etats-Unis. Ces transferts sont en effet en infraction avec le Règlement général sur la protection des données qui limite leur utilisation afin de protéger la vie privée des européens. Ces transferts de données ont bien sûr des visées commerciales.

BELGIQUE : Conflit chez Delhaize : les piquets de grève interdits dans tous les magasins et centres de distribution après une requête unilatérale de la direction auprès de la Justice. Cette interdiction est étendue à tous les magasins Delhaize du pays. En réponse 20 000 personnes, venues de tout le pays, ont manifesté à l'appel des syndicats. « Le droit de manifester et de protester pour nos droits, pour notre avenir, nos emplois, nos salaires... », c'est le message qu'envoient aujourd'hui ces manifestants. Aujourd'hui, c'est chez Delhaize que le gouvernement et la direction envoient des huissiers, la police, les amendes, les autopompes... chez qui ça sera demain ? Pendant ce temps le gouvernement belge tente de faire passer sa loi de privation des libertés, qui permettrait d'interdire à certaines personnes de participer à des manifestations.

IRAN : Plus de 10 0 exécutions par semaine en Iran où la répression notamment de la jeunesse continue envers celles et ceux qui osent contester le port du voile.

TURQUIE : Les deux prétendants, le président sortant Recep Tayyip Erdogan et son adversaire, Kemal Kılıçdaroglu, se disent en mesure de l'emporter à l'issue du scrutin de dimanche 14 mai, lors du second tour le 28 mai. Ce ballottage constitue donc déjà un revers pour Erdogan, qui a accentué sa dérive autocratique et islamiste. Et un encouragement pour la vision laïque et pro-démocratie de Kemal Kılıçdaroglu, à la tête du CHP, le parti de Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la Turquie moderne. Pour la 1^{ère} fois, Erdogan ne passe pas au 1^{er} tour. Son relatif bon score s'explique cependant par l'augmentation des salaires : 3 fois en une année pour le SMIC, idem dans la fonction publique. Et il a prévu d'autres augmentations. Quelle sera la réaction des Turcs quand la forte inflation va continuer à augmenter avalant la progression des salaires ? Le 2^{ème} tour sera passé...

PLACE AU DÉBAT

LA FRANCE EST-ELLE CHAMPIONNE DU MONDE DES DEPENSES SOCIALES ?

Par Jean-Claude Chailley

On entend en permanence, chiffres OCDE ou autres à l'appui, que la France est « **championne du monde des dépenses sociales** » (en gros la protection sociale), comme d'ailleurs des « **dépenses publiques** ».

Et les mêmes ajoutent hypocritement : « A-t-on vraiment de meilleurs services publics, une meilleure protection sociale que les autres pays ? »

L'affirmation « France championne du monde... » est peu contestée, sauf parfois par quelques économistes atterrés, évidemment invisibles sur les médias.

Or ce type d'affirmations pèse forcément sur la population dont une partie se pose des questions, d'ailleurs suggérées en permanence dans les médias :

- Si on dépense tant, comment expliquer que l'hôpital public est en voie d'effondrement, que les déserts médicaux couvrent toute la France, que les urgences sont de plus en plus inaccessibles ?
- Est-il vraiment légitime de demander encore plus de moyens pour la santé ?
- Et comment expliquer que 27 % des retraites sont au-dessous de 1000 €, dont 74 % de femmes ?
- Les différentes formations politiques qui trouvent que le secteur public est inefficace, ont-elles vraiment tort ?
- Ou bien le RN ou Zemmour n'ont-ils pas raison de dire que c'est de la faute des immigrés, d'autant que Macron, LR,... disent à peu près pareil ?

Enfin, finalement Macron a-t-il vraiment tort de réformer, de couper sur les budgets de la Sécurité sociale, des services publics ?

On est face à un monument de manipulations idéologiques et des CHIFFRES

Ceux qui détruisent la Sécurité sociale, la protection sociale, les services publics, sont ceux qui dénoncent ensuite les dysfonctionnements qu'ils créent !

Leur objectif est clair : se débarrasser de la Sécurité sociale, la ramener comme aux Etats Unis à un filet de sécurité pour pauvres, continuer à démanteler, à privatiser, tous azimuts.

LE CLASSEMENT DES DEPENSES PUBLIQUES SOCIALES DE L'OCDE (2022)

<https://data.oecd.org/fr/social/exp/depenses-sociales.htm>

France : 1^{ère} en dépenses publiques sociales en % du PIB avec 31,6 %, soit 790

Milliards ; Allemagne : 6^{ème} avec 26,7 %

▶ **Ces chiffres servent d'argument à ceux qui disent qu'il y a 100 milliards à économiser**

▶ **Question : est-ce que ces chiffres prouvent qu'on dépense 5 points de PIB de trop par rapport à l'Allemagne qu'on prend en général pour référence (*) ? (5 points de PIB = 125 milliards).**

1) **Ne pas opposer par idéologie dépense et investissement.**

Le terme dépense, a fortiori dépense publique, est connoté idéologiquement comme toujours trop important.

Or une dépense sociale est aussi un investissement, un investissement dans l'être humain, dans des équipements, des personnels, indispensables dans un pays.

➤ **Lorsqu'on construit un hôpital c'est une dépense, mais c'est aussi un investissement pour les générations actuelles et futures.**

2) **Même si c'était vrai qu'on dépense plus que les autres pays pour le social, faudrait-il s'en excuser ? Leur projet de société c'est d'aligner les dépenses sociales par le bas, pas le nôtre !**

► **Il est plus utile d'investir dans le social, dans l'être humain, que de rembourser une dette volontairement créée aux marchés financiers, ou dépenser toujours plus pour les multiples guerres** qui s'enchaînent sans cesse dans le monde, bien souvent guerres du pétrole, des matières premières,...Jaurès l'avait annoncé : « le capitalisme porte en lui la guerre... ».

3) LEUR INTERPRETATION DES CHIFFRES EST FAUSSE !

Un % c'est une division entre 2 termes, ici les dépenses sociales et le PIB.

a) Le résultat dépend donc **des 2 termes** et pas d'un seul.

Supposons une dépense de 30 et un PIB de 120. **Le % est $30 / 120 = 25 \%$.**

Si le PIB baisse à 100. Le % passe à $30 / 100 = 30 \%$.

► **Sans changement de la dépense on passe de 25 % à 30 % de dépenses / PIB.**

b) **C'est le cas de la France comparée au « modèle » allemand**

Le PIB par habitant de la France était comparable à celui de l'Allemagne. Maintenant celui de l'Allemagne est de 20 % supérieur.

Si le PIB par habitant français était toujours égal à celui de l'Allemagne, le % en France serait de 26,3 %, donc égal à l'Allemagne

► **Non la France n'est pas championne du monde des dépenses sociales**

La dépense publique sociale par habitant en France est comparable à celle de l'Allemagne.

► **La présentation de l'OCDE, l'UE, ...en % du PIB donne une impression fautive qui leur sert de « justification » des politiques d'austérité.**

Ce qu'ils masquent, c'est que le problème de la France ce n'est pas des dépenses publiques excessives, c'est que son PIB est trop faible. Rien à voir !

Nos présidents successifs, le MEDEF, ceux qui ont eu des responsabilités dans la politique de la France, devraient expliquer comment on aboutit à ce désastre en donnant **200 Md d'aides publiques par an aux entreprises** (8 points de PIB d'exos de cotisations sociales et d'impôts) pour « être compétitifs », pour « industrialiser », alors que le résultat est une chute libre tous azimuts. Ainsi Bruno Le Maire se félicite que le PIB augmente de 0,2 points au 1^{er} trimestre !

► **Ceux qui dénoncent le niveau excessif des dépenses publiques, devraient demander la réduction des 200 Md d'aides aux entreprises. Ils demandent leur augmentation !**

(* *La politique étant en gros la même dans toute l'Union européenne, l'Allemagne n'est en aucun cas le « modèle social » dont on pourrait rêver. La preuve par les multiples grèves en ce moment. Il faudrait au contraire plus de dépenses sociales en Allemagne comme en France et ailleurs en Europe ou dans l'OCDE.*

4) Les cotisations sociales doivent-elles être intégrées dans les dépenses publiques ? Quel impact sur le classement ?

a) L'OCDE, l'UE, ne reconnaissent pas les cotisations sociales. Les gouvernements français ne cessent de les réduire. Elles sont assimilées aux impôts et font partie des 31 % de « dépenses publiques sociales »

b) Si la même somme (ou davantage) était versée aux AXA, et autres, elles n'en feraient pas partie.

Privatiser, développer les fonds de pensions, est un moyen de réduire les dépenses publiques sociales.

C'est l'objectif du MEDEF, des économistes « bien-pensants, de nombre de formations politiques, lorsqu'ils dénoncent les dépenses **publiques** comme excessives. **Mais ils veulent qu'on dépense toujours plus si c'est pour le privé.**

c) **Les cotisations sociales font partie de ce qu'ils appellent « prélèvements obligatoires ».** Pour les mêmes raisons ils sont dénoncés en permanence, notamment par le MEDEF, comme des « charges » beaucoup trop élevées.

d) **L'OCDE, comme l'UE, assimilent la cotisation sociale à l'impôt.** Pourtant **La Sécurité sociale** n'est pas une administration, une entreprise publique, mais **une société de droit privé.** On parle d'ailleurs d'assurances sociales.

La Sécu est en bonne partie financée par **la cotisation sociale** qui est une partie du salaire versé chaque mois. **C'est (heureusement !) une dépense obligatoire, mais pas une dépense publique** : rien à voir avec la TVA et autres impôts et taxes qui maintenant financent aussi la Sécu. Rien à voir avec les assurances privées « non obligatoires »... si on ne se soigne pas.

Si on déduit les cotisations sociales employeurs et salarié-e-s qui étaient de 470 Md en 2021 (INSEE - TEE), soit 19 points de PIB, le 31 % devient 12 %

La France passe au-dessous des Etats unis (21 %). De 1^{ère} elle devient avant – dernière de l'OCDE, ce qui prouve que tout est affaire de conventions, largement idéologiques.

5) Ce classement de l'OCDE concerne les dépenses sociales « publiques », pas l'ensemble des dépenses sociales d'un pays.

a) La notion de dépense « publique » s'oppose à privée. **Le classement en dépense publique a pour fonction de dénoncer ceux qui n'ont pas assez privatisé.**

b) Les dépenses d'un pays et les dépenses publiques sont parfois très éloignées. **Exemple la santé** source OCDE 2019 – 2020 : **Les Etats Unis sont de très loin 1ers en dépenses totales avec 17,8 % du PIB devant l'Allemagne, la Suisse et la France qui est 4^{ème}. Cependant :**

En dépenses de santé en % du PIB la France est 4^{ème}, mais elle est 12^{ème} par habitant, très loin d'être « championne »

Pire encore, elle est 26^{ème} en nombre de médecins pour 1000 habitants. C'est le résultat de la volonté de « faire des économies » par le numerus clausus. On est en train de rejoindre les pays sous-développés.

Les Etats Unis prouvent que la privatisation n'est pas économique. C'est néanmoins le « modèle » européen et mondial

► **Ce désastre est annoncé depuis des années, entre autres par les panoramas de l'OCDE. TOUS LES GOUVERNEMENTS ONT PARTICIPE A CETTE POLITIQUE malgré des multitudes d'articles, de tracts, de mobilisations, annonçant et s'opposant au désastre.**

► **Macron, profitant de l'inflation pour revaloriser les budgets au-dessous de l'inflation, donc les réduire en termes réels, est le pire dans les coupes budgétaires**

6) Dépense sociale publique, dépense publique totale, et PIB : arnaque idéologique

Lorsqu'on dit les dépenses sociales publiques sont 31 % du PIB, les dépenses publiques totales sont 57 % du PIB, **on donne l'impression** que le PIB est composé de 2 parties : les dépenses publiques (57 %, dont 31 % de social) et le reste. **On a l'impression que les dépenses « privées » seraient de 43 %.**

Le problème c'est que c'est une impression fautive, ce que les libéraux se gardent bien de dire puisqu'ils matraquent que 57 % de dépenses publiques, dont 31 % de dépenses publiques sociales, c'est la fin du monde.

a) **Le PIB** est en gros la somme des valeurs ajoutées. **Les valeurs ajoutées** c'est les nouvelles richesses créées dans l'année. Ce n'est pas le chiffre d'affaires de la production de l'année. Ainsi en 2021 (INSEE – TEE) la production française est des 4433 Md€. La valeur ajoutée est de 2500 Md €. La différence c'est les consommations intermédiaires utilisées pour la production, qui n'ajoutent aucune valeur dans l'année.

Lorsqu'on achète par exemple une voiture, le prix de la voiture entre dans la production de l'année. Mais la valeur ajoutée est inférieure au prix de la voiture.

b) Hôpital privé et hôpital public

Un hôpital privé, du groupe Ramsay par exemple, a un chiffre d'affaires qui entre dans la production française, comme toute entreprise privée

Un hôpital public, par exemple de l'AP-HP, ne vend pas ses prestations aux usagers. Il n'a pas de chiffre d'affaires et pourtant il soigne. **On considère que la valeur de la production est égale au cout de production du service.**

► **Les dépenses publiques sont donc une composante de la production française, de ses 4433 Md en 2021.**

► **Elles ne sont pas une partie du PIB, de la valeur ajoutée. Les 57 % (1425 Md) doivent être rapportés aux 4433 Md, soit 32 %. Ce n'est pas du tout pareil**

Répéter sans cesse un mensonge en fait une vérité disait Goebbels

NON LA FRANCE N'EST PAS CHAMPIONNE DU MONDE DES DEPENSES SOCIALES

La réalité c'est que la protection sociale, comme les services publics, sont en voie d'effondrement par manque délibéré de financement, par volonté de privatiser.

**LA FRANCE A UN BESOIN URGENT DE CHANGEMENT DE POLITIQUE
ECONOMIQUE ET SOCIALE**

AVEZ-VOUS REMARQUÉ ?

Pap Ndiaye toujours contre la République

par Marie-Laure Brossier

Alors que le Ministre Pap Ndiaye a scolarisé ses enfants à l'école Alsacienne -établissement privé de l'élite par excellence- il prône l'idéologie de l'égalitarisme en exigeant des "quotas de mixité" du secteur privé...car c'est bien de cela dont on parle.

Au lieu de relever l'école publique de son marasme et de s'attaquer aux véritables problèmes (niveau, compétences, formation des enseignants, discipline, respect des lois de la République et de la laïcité)... il pense que contraindre l'école privée est une solution au naufrage de l'enseignement public. Il oublie que beaucoup de parents, notamment dans les territoires difficiles, inscrivent leurs enfants dans le privé car l'école publique ne remplit plus son rôle d'instruction au niveau attendu, et ce, toutes classes ou environnements culturels confondus. On pourrait mettre cela sur le dos d'une immense lâcheté et d'un manque de courage politique... mais je pense que cela est bien plus grave : ce ministre a décidé d'être l'ambassadeur des mouvances qui dévorent l'héritage de l'idéal républicain. Je rappelle qu'il y a quelques jours, le ministre a décidé de s'attaquer au Conseil de Sages de la laïcité en nommant, entre autres, Alain Policar, chantre de la "laïcité libérale" dont on a déjà connu les dérives avec le duo Bianco-Cadène.

LES BRAS M'EN TOMBENT

Droit de grève mis en cause à Vertbaudet

Après presque 2 mois de mobilisation, le 16 mai, le piquet de grève de Marquette-lez-Lille a été évacué par la police. Pour les grévistes, *"Un cran a été dépassé, on ne lâchera rien."* Selon la CGT, les forces de l'ordre étaient déjà intervenues sur le piquet de grève la veille et avaient interpellé deux militants, placés en garde à vue puis relâchés. L'un d'eux entend porter plainte pour violences policières. Et six salariés ont été convoqués à un *"entretien en vue de sanction, pouvant aller jusqu'au licenciement"*.

Le lendemain, le parquet de Lille annonce l'ouverture d'une enquête portant sur des violences rapportées par la CGT, l'un des deux délégués CGT du site ayant été *"copieusement gazé, frappé"*, la veille au soir, par des personnes se présentant comme des *"policiers en civil"* venus l'interpeller devant son domicile, aux cris de *"sale gréviste"*. Trois hommes l'ont plaqué au sol et emmené dans une voiture, avant de lui voler son portefeuille, de menacer sa famille et de le relâcher dans une ville voisine. Un député du Nord dénonce *"des méthodes de barbouzes"* et a saisi le ministre de l'Intérieur de cette agression *"extrêmement grave"*. La veille, une gréviste avait aussi *"fini aux urgences"*, selon la nouvelle secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet. Cette salariée rapporte avoir été *"attrapée au cou et soulevée du sol"* par un policier. *"Je me suis sentie partir quelques secondes, assure-t-elle. J'ai eu peur, j'ai manqué de souffle, je sentais mes paupières lourdes."* Elle s'est vu prescrire quatre jours d'incapacité temporaire de travail, et... les photos parlent d'elles-mêmes !

Reçue à Matignon dans le cadre des rencontres avec les syndicats, Sylvie Binet dit avoir reçu d'Elisabeth Borne la garantie qu'elle allait faire *"cesser toutes les poursuites contre les ouvrières"* et *"garantir une médiation avec la direction de l'entreprise"*. Une quarantaine de salariés grévistes se sont réinstallés, mercredi, devant le site nordiste, encadrés par les forces de l'ordre.

ACTUALITÉ SOCIALE

Le mépris pour la Fonction publique en action

Par Antoine Ducros

Nouvelle Grille C1

(date de mise en application : 1er mai 2023)

Échelon	Indice Brut	Indice Majoré	Durée dans l'échelon	Traitement indiciaire brut mensuel en €
11	432	382		1852,71
10	419	372	4 ans	1804,21
9	401	363	3 ans	1760,56
8	397	361	3 ans	1750,86
7	397	361	3 ans	1750,86
6	397	361	1 an	1750,86
5	397	361	1 an	1750,86
4	397	361	1 an	1750,86
3	397	361	1 an	1750,86
2	397	361	1 an	1750,86
1	397	361	1 an	1750,86

Valeur du point d'indice : 4.85003 €

Le gel du point d'indice depuis 2010 (avec certes une petite hausse isolée en 2016, et une autre plus importante l'année dernière mais qui est restée largement en-deçà de l'inflation) a aujourd'hui des conséquences funestes qui éclatent au grand jour, à savoir les crises de recrutement absolument dramatiques dans le secteur de la santé et dans celui de l'Éducation nationale.

Mais il en a d'autres, sans doute moins visibles dans l'immédiat mais qui à moyen terme auront sans nul doute des effets catastrophiques.

Et parmi celles-ci figure en bonne place la « smicardisation » d'une partie grandissante de la fonction publique. En effet, le SMIC n'a quant à lui (et heureusement !!!!) pas été totalement gelé et

augmente un peu chaque année, même si en général cette augmentation ne compense pas intégralement l'inflation. Et ce qui doit arriver arrive : régulièrement, les échelons les plus bas des grilles de la Fonction Publique se retrouvent dépassés par le SMIC, ce qui est illégal ; l'État est donc tenu de relever ces échelons, ce qu'il fait (Guérini a présenté le dernier relèvement en date comme un geste spontané et généreux du gouvernement, mais la manœuvre est grossière : ce dernier n'avait pas le choix). Mais il ne touche pas aux échelons suivants, qui deux ou trois ans après sont à leur retour rattrapés par le SMIC. Et après des années on se retrouve avec des catégories de personnel qui n'ont pratiquement plus d'évolution de carrière : ils commencent au SMIC ou tout juste au-dessus, et y restent pendant des années, toute leur grille ayant été tassée à ce niveau.

Le site de l'UNSA présente ainsi l'exemple édifiant de la grille dite C1, dont les huit premiers échelons, couvrant douze ans de carrière, sont désormais tous au même niveau (le SMIC a donc « doublé » huit échelons de la grille C, en dix ou quinze ans...) ; et après ces douze ans l'heureux fonctionnaire a enfin une augmentation de... dix euros par mois. C'est évidemment désastreux pour les personnes concernées, mais ça l'est aussi pour le service public dans son ensemble : comment croire en effet qu'une pratique salariale aussi aberrante ne débouchera pas, à un moment ou un autre, sur des difficultés majeures de recrutement, des problèmes de motivation, des démissions.

Sous peine d'un effondrement général de l'ensemble des services publics (dont on perçoit les signes avant-coureurs à l'école et à l'hôpital), il est donc urgent de rompre avec cette politique court-termiste de rabetage lent mais sûr des revenus réels des fonctionnaires, en commençant par réindexer le point, puis en lançant un plan de rattrapage du pouvoir d'achat perdu en vingt ans, et en reconstituant des grilles offrant des perspectives de carrière raisonnables.

Mais je ne suis pas très optimiste : les équipes actuelles regroupent des gens qui ont pour beaucoup servi sous Sarkozy ou Hollande, et donc approuvé en son temps cette mise au régime sec des agents de l'État. Et Macron a poursuivi dans cette voie, visiblement sans prendre le moins du monde la mesure du problème (rappelons-nous son mépris pour les revendications des soignants avant le COVID, ou sa volonté initiale de réduire drastiquement le montant des retraites des fonctionnaires) ; et confronté aujourd'hui aux conséquences catastrophiques de ces choix dans l'éducation et la santé, il se contente de rustines, sans vision globale, et sans rien faire pour prévenir les crises analogues qui ne pourront manquer de surgir dans d'autres secteurs si l'on continue ainsi.

COUP DE GUEULE

Nouvelle loi travail : de qui se moque-t-on ?

Par Jean-Yves LAOT

Depuis quelques jours Elisabeth Borne a commencé à recevoir organisations syndicales et patronat en réunions bilatérales sous prétexte de faire avancer de nouvelles réformes en matière de droit du travail.

Au préalable, on notera que toutes les organisations syndicales ne sont pas invitées. Seules les plus grandes confédérations (FO, CGT, CFDT, CGC, CFTC) le sont.

Ensuite, force est de constater que lors de ces réunions la cheffe du gouvernement ne s'est engagée à rien et n'a toujours pas fait marche arrière sur la réforme des retraites alors qu'une large majorité de l'opinion est toujours hostile à cette réforme et souhaite que les organisations syndicales n'abandonnent pas le combat. Mieux même le gouvernement semble choisir le refus du débat puisque pointant une soi-disant inconstitutionnalité de la proposition du groupe LIOT visant à revenir à l'âge légal de 62 ans pour le départ en retraite.

Les syndicats ont beau demander à ce qu'il soit question des salaires, de la pénibilité au travail, du travail des seniors, de la rémunération des fonctionnaires aucun de ces sujets n'a donné lieu à une quelconque avancée.

A tel point qu'on peut se demander si ces réunions bilatérales n'ont pas d'abord pour premier but de briser l'unité syndicale et deuxièmement, bien qu'il s'en défende, de faire avancer une idée chère à Macron et à la droite : instaurer une obligation de travail de 15 ou 20 heures aux bénéficiaires du RSA qui ainsi devraient fournir une main d'œuvre gratuite ou dans certains secteurs gérés par la puissance publique comme les JO de Paris par exemple.

Rappelons que le RSA est attribué aux chômeurs en fin de droit et que ce sont les femmes qui en sont le plus bénéficiaires, même si beaucoup ne font pas les démarches pour l'obtenir.

Disons-le tout net : il y en a assez de voir les chômeurs pointés du doigt comme s'ils étaient coupables de leur sort. Non, mis à part quelques profiteurs, on n'est pas chômeur en fin de droit par plaisir ! Combien d'entre eux ont 10, 15 ou 20 ans de boîte derrière eux, jetés à la rue parce que ça coûtait trop cher de les payer et ne pouvant que difficilement se déplacer pour trouver un emploi de même niveau que celui qu'ils avaient.

Plutôt que de faire travailler gratuitement ces femmes et ces hommes, il faudrait leur donner une vraie formation leur permettant de retrouver leur dignité et un travail justement rémunéré.

Mais cela ça implique de prendre en compte les vrais besoins de la population et d'y répondre. Nos gouvernants en sont-ils capables ? A l'évidence la réponse est non.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :
Siège social :
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
Tel : 06 33 82 05 15
Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr
Présidente de RESO et directrice de la publication :

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)